

*Canadair Limitée—Loi**[Traduction]*

S'il s'agit d'une bonne affaire pour Bombardier, en est-ce nécessairement une bonne pour les Canadiens? Je dirais que non. Nous devrions réexaminer toute cette affaire à fond. Je rappelle au gouvernement qu'il nous avait assuré dans sa politique de privatisation des sociétés d'État énoncée dans les documents budgétaires de mai 1985, que les sociétés d'État ne seraient pas bradées à seule fin de les transférer au plus vite au secteur privé. Il nous avait dit que la privatisation se déroulerait «de façon ordonnée», en tenant soigneusement compte de tous les aspects de la question, afin d'obtenir un prix juste et raisonnable pour chacune des sociétés. Est-ce que 120 millions de dollars est un prix juste et raisonnable pour une société qui a coûté 2,2 milliards de dollars aux contribuables canadiens?

Le gouvernement a-t-il examiné soigneusement tous les aspects de la question, ou a-t-il estimé que pour plaire à quelques éléments de droite il devait faire quelque chose pour montrer qu'il était vraiment un gouvernement de droite qui écoute tous les conseils qui nous viennent du secteur des affaires et des idéologues de droite aux États-Unis? Il convenait peut-être d'écouter les conseils des idéologues de droite il y a un an ou deux, mais ce sont les mêmes qui sont à l'origine des marchandages du président Reagan avec l'Iran et des activités clandestines des services de sécurité de la Maison Blanche. Voilà le genre de réflexion que l'on découvre derrière une décision idéologique comme celle de vendre Canadair pour 125 millions de dollars sans se demander s'il s'agit ou non d'un bon investissement pour les Canadiens d'aujourd'hui.

Je tiens à rappeler aux députés d'en face un vieil adage en matière d'investissement. Quoi qu'il ait pu arriver dans le passé, il faut examiner la situation actuelle avant de décider d'acheter ou de vendre. Je constate que la ministre d'État chargée de la Privatisation est ravie que je sois entré dans le domaine où elle avait coutume d'évoluer. Elle n'est pas sans savoir que lorsque la valeur d'un investissement a chuté de moitié, ou bien on ne devrait pas s'y accrocher dans l'espoir de retrouver le prix payé, ou bien c'est un bon investissement au prix actuel et on ne devrait pas s'en défaire uniquement parce qu'on y a perdu de l'argent.

L'ancien gouvernement a perdu de l'argent dans cet investissement. Les chiffres les plus récents montrent que Canadair réalise des profits de l'ordre de 20 millions de dollars. Ce n'est pas mal pour une société que le gouvernement évalue à 120 millions de dollars. Rien que pour cela, on devrait envisager de garder Canadair dans le domaine public au lieu d'aller de l'avant avec la privatisation proposée.

Mes collègues ont soulevé d'autres questions.

*[Français]*

Mes collègues ont soulevé d'autres questions que j'aimerais aussi soulever à la Chambre. Ils ont alors dit que la société Bombardier a une certaine capacité de gestion et de marketing qui va aider à la société Canadair. Mais, effectivement, ils ont présenté le même argument en ce qui touche l'achat par Boeing de de Havilland.

Mais, lorsque nous parlons de Bombardier, ce n'est pas une compagnie ayant une connaissance dans le marketing des avions à fusées, à l'extérieur du pays, puisque ce n'est pas un secteur d'activité dans lequel elle s'est impliquée dans le passé, mais pas du tout.

J'ai visité l'usine de Canadair à Montréal. C'est une bonne usine bien gérée, qui a de bons cadres et de bons travailleurs, ils ont un esprit de corps qui est, je crois, beaucoup plus fort que l'esprit de corps qui peut-être existait autrefois chez de Havilland.

Mais on se demande pourquoi est-ce nécessaire de procéder avec cette vente de privatisation quand, apparemment, tout va bien dans cette société, telle qu'elle existe maintenant?

Madame la Présidente, mon temps de parole est maintenant écoulé mais je peux poser la question au ministre responsable de la privatisation, puisqu'elle a l'air d'être prête à se lever pour poser des questions. Je vais lui demander: Quelle est vraiment la politique pour l'industrie aérospatiale de ce gouvernement? Le ministre des Finances (M. Wilson) nous a promis une politique de l'industrie aérospatiale et nous n'avons reçu aucune politique, sauf celle de vendre, vendre, vendre.

• (1550)

*[Traduction]*

Je me permets de rappeler au ministre que la plupart des autres pays ont un secteur public important dans l'industrie aéronautique. Ils en ont reconnu la nécessité compte tenu de la technologie de pointe et des emplois qui sont en jeu. Il me semble que le gouvernement est en train de faire le contraire en vendant les deux sociétés qui, ensemble, comptent pour 25 p. 100 des activités et des emplois dans cet important secteur.

Je crois avoir cité un certain nombre de raisons pour lesquelles nous réprouvons absolument la vente de Canadair à vil prix. Le gouvernement a déjà bradé la société de Havilland et il récidive avec Canadair. J'exhorte le gouvernement à cesser d'appliquer aveuglément son idéologie et de réfléchir aux conséquences de ses actes.

**M. Redway:** Madame la Présidente, j'ai écouté avec intérêt les commentaires du député sur l'opinion des Canadiens au sujet des privatisations en général. Je suppose que ma circonscription n'est pas nécessairement représentative de l'ensemble des circonscriptions canadiennes mais je crois qu'elle est typique des circonscriptions urbaines moyennes. Elle est entièrement contenue dans les limites du Toronto métropolitain. Mes électeurs proviennent de différentes classes socio-économiques, des très modestes jusqu'aux relativement aisés. On y retrouve en outre plus de 60 groupes culturels différents.

J'ai récemment soumis à mes électeurs un questionnaire qui portait notamment sur la privatisation des sociétés d'État. Les résultats m'ont un peu étonné. Je demandais tout d'abord: «Êtes-vous en faveur de la vente des sociétés d'État?» Plus de 72,5 p. 100 des personnes qui ont répondu se sont dites en faveur de la vente des sociétés d'État et seulement 17,5 p. 100 étaient contre.

J'ai posé des questions précises au sujet des sociétés d'État et notamment de Canadair. Même si le gouvernement s'était déjà engagé à la vendre, il n'avait pas encore présenté son projet de loi. J'ai constaté que 69,6 p. 100 de mes électeurs qui ont répondu se sont prononcés en faveur de la vente et seulement 17,7 p. 100 contre. En ce qui concerne la vente de Petro-Canada, 64,3 p. 100 des électeurs étaient pour et 28,8 p. 100 seulement étaient contre. Pour Postes Canada, 62,3 p. 100 de mes électeurs souhaitaient qu'elle soit vendue et seulement 30,2 p. 100 s'y opposaient. Pour Air Canada, 55 p. 100 de mes